

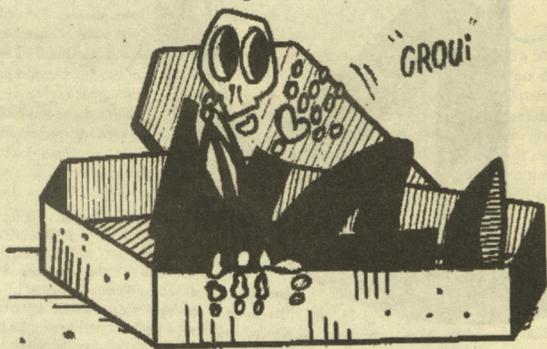
le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
5 au 11 juin 1997

10,00 F

Législatives : les propriétaires se suivent et se ressemblent

ON SE LÈVE TOUS
POUR VOTER
TIBERI



DIMANCHE DERNIER, Chirac s'est offert un gouvernement de gauche avec la complicité des électeurs. Afin que nul ne puisse ignorer le dernier tour de passe-passe démagogique du locataire du Palais de l'Élysée, un *élection* fut organisé qui n'allait pas sans rappeler aux téléspectateurs bercés les superbes orgies télévisuelles du début des années quatre-vingt.

L'opération a pu surprendre les attachés de l'histoire qui croient encore aux professions de foi des politiques. *L'homo bimillennarius* n'en est plus là qui perdrait plus son temps, après des siècles de déceptions, à leur proposer ne serait-ce qu'une offre préalable de crédit. On le voit clairement quand on constate la toujours plus mince participation aux consultations électorales.

Plus sérieusement, si nous trouvons la force de nous débarrasser de l'hilarité provoquée par cette bouffonnerie, et afin que nul ne se laisse abuser par

l'apparente nouveauté de la situation, et sans revenir sur ce que nul lecteur (ou lectrice) du *Monde libertaire* ne devrait ignorer, à savoir l'absurdité qu'il y aurait à attendre quelque changement radical de la société du jeu électoral, regardons ce qui reste après que la partie de chaise tournante se soit achevée et tâchons d'en tirer des conclusions qui dépassent le mépris suscité par cette tempête dans un verre d'eau et qui, peut-être, nous permettront d'y survivre.

Les propriétaires se suivent et se ressemblent

Tout bien considéré, nous ne saurions dire ce qui différencie les nouveaux maîtres des anciens. Ceux-ci nous dépouillaient de nos acquis sociaux et démantelaient les services publics pour protéger la propriété de quelques uns. Ceux-là, se parant de l'adjectif « socialiste », voudraient nous tondre au nom de l'intérêt de tous. Ils entretiennent la légende d'une communauté au nom de laquelle il faudrait nous dépouiller de tout afin qu'elle se charge de nous redistribuer les bienfaits ainsi accumulés.

Nous avons su opposer aux anciens maîtres notre détermination par des grèves, des manifestations, des luttes au point que le Grand Maître décide de

s'accommoder d'une majorité parlementaire apparemment contraire à ses intérêts.

Aux nouveaux maîtres qui prétendent que la communauté doit être propriétaire, que chacun(e) réponde que « c'est au contraire Moi qui suis propriétaire et je ne fais que m'entendre avec d'autres au sujet de ma propriété. Si la communauté va à l'encontre de mes intérêts, je m'insurge contre elle et je me défends. »*

Aux uns comme aux autres, ne manquons jamais une occasion de rappeler que « le propriétaire, ce n'est ni Dieu ni l'Homme (la "Société humaine"), c'est l'individu. »*

Qu'ils se constituent en partis si ils le désirent mais qu'ils n'espèrent pas nous entraîner avec eux

parce que nous tenons à notre indépendance plus qu'à toute autre possession et que nous ne la dévoierons pas pour quelque promesse qu'on puisse nous faire. Même s'il peut arriver que sur un point précis, nous nous associons à tel ou tel groupement d'intérêt – par exemple, dans le cadre d'une lutte –, ce ne saurait être que conjoncturel. Les anarchistes ont chèrement payé cette leçon de l'histoire que « les membres de tout parti qui tient à son existence et à sa conservation ont d'autant moins de liberté, ou, plus exactement, d'autant moins de personnalité, et ils manquent d'autant plus d'égoïsme qu'ils se soumettent plus complètement à toutes les exigences de ce parti. L'indépendance du parti implique la dépendance de ses membres. »*(1)

Pas d'inutile état de grâce...

Nous relevons une différence frappante entre le sacre de Mitterrand et l'avènement de Jospin. Celui-là se sentait obligé de rétribuer ses électeurs par une période de réformes – certes courte et confuse – alors que celui-ci semble décidé à faire l'économie de l'état de grâce. Il faut concéder au nouveau sauveur du peuple que les circonstances ne

s'y prêtent pas: les impératifs européens et le poids effrayant du Front national ne laisse que peu de liberté de mouvement au nouvel occupant de l'Hôtel Matignon. Et puis, pourquoi perdre du temps en minauderies puisque les alliés verts et rouges ne pourraient que légèrement entraver sa liberté de manoeuvre si l'envie les en prenait.

Même s'il le désirait sincèrement, Lionel Jospin et ses associés ne pourraient pas tenir leurs promesses – en cela, ils diffèrent des candidats de droite qui, eux, auraient pu continuer à nous affamer sans trahir leur mandat. A partir du moment où les entrepreneurs n'hésitent pas à délocaliser les sites de production, les nouveaux maîtres peuvent bien ramener la semaine de travail à trente cinq heures (payées trente neuf), ça ne résoudra pas le problème du chômage... problème qui n'est d'ailleurs qu'un simulacre de problème, poudre au yeux des votants et autres abdicateurs de leur liberté individuelle. Au fond de nous, nous savons bien que le

vrai problème est de distribuer équitablement – c'est à dire en fonction des besoins et désirs de chacun (e) – ce qui est produit. L'absurde mythe du « plein emploi » n'en a plus pour longtemps et l'époque est proche où chacun (e) le dira ouvertement puisque déjà partout on le murmure. Nous n'ignorons pas qu'il nous faille produire – pas nécessairement plus qu'aujourd'hui – afin de consommer mais nous ne voulons plus que le travail se constitue en culte. « La question, désormais, n'est plus de savoir comment conquérir la vie, mais comment la dépenser et en jouir. »*

...ni d'oisif assoupissement

Avec le retour de la gauche au pouvoir, nous avons à craindre un assoupissement des syndicats. Le souvenir des années Mitterrand est encore vif où tant de nos aspirations furent bafouées sans que réagissent les « partenaires sociaux ». Craignons que cette ●●● page 5

EDITORIAL

Après deux décennies de lois et de circulaires anti-immigrés, la xénophobie est devenue en France une politique d'État. Dans cette infernale surenchère, Pasqua s'est illustré à de nombreuses reprises. Le 28 mai, il a récidivé en déclarant qu'il faudrait « aller plus loin, instaurer une politique de quotas, recevoir des gens avec des contrats à durée déterminée, si nous en avons besoin, et suspendre le regroupement familial. »

Ce positionnement n'est pas sans piment: il reprend partiellement des propositions discutées par le parti socialiste. Dans ce qu'il présente comme une « politique alternative », le PS prévoit en effet de négocier avec les pays d'origine un système de « migrations alternées ». De même, la gauche du PS prône, depuis de long mois, la mise en place de quotas. Peu imaginatif, l'élève Charles Pasqua copie sur son petit camarade Julien Dray, mentor de SOS racisme.

Sur le dernier point qu'il évoque, Pasqua parvient à marquer sa différence. Mais gardons en mémoire que le droit au regroupement familial a déjà été restreint à quatre reprises: deux fois par la droite (Pasqua en 1986 et 1993) et deux fois par la gauche (Dufoux en 1984 qui a défriché le terrain et Joxe en 1989).

Cette troublante proximité idéologique peut surprendre ceux pour qui le débat politique reste limité au petit jeu des oppositions politiques. Pour nous, elle confirme simplement que, sur ce sujet comme sur bien d'autres, la gauche et la droite s'accordent sur l'essentiel. Vouloir combattre l'immigration, c'est faire de l'Europe une forteresse et de Vigipirate un modèle de société.

En porte-à-faux aussi bien dans la lutte des sans-papiers que dans la mobilisation contre la loi Debré, la gauche rejette la perspective d'une régularisation massive et n'avance que de vagues promesses sur la « suppression des lois Pasqua et Debré ».

Un retour au premier plan de la lutte des sans-papiers pourrait bien constituer une sérieuse épine dans le pied du nouveau gouvernement de gauche. Celui-ci ne leur fera aucun cadeau, aidé en cela par tous les tenants d'un antiracisme institutionnel et inféodé au nouveau pouvoir. Les sans-papiers doivent en être conscients et conserver à tout prix le contrôle de leur lutte. Notre soutien actif leur est acquis.

ISSN 0026-9433 - N° 1087

M 2137 - 1087 - 10,00 F



FP 2520

anticléricisme

Un bilan des manifestations de septembre 1996

LA COMMÉMORATION, à quelques années près, du 1 500^e anniversaire du baptême de Clovis et la venue du pape en France à cette occasion ont suscité une vingtaine de livres, des centaines d'articles... et de nombreuses manifestations d'anticléricisme. Quelques mois après ces événements, le moment est venu d'établir un inventaire de ces manifestations. Ce tableau se veut le plus objectif possible. Il est éventuellement à compléter et à préciser. Toute information supplémentaire sera la bienvenue.

La visite du pape a donné lieu à une véritable effervescence, qui a presque surpris les militants blanchis sous le harnais. Lors des divers meetings, manifestations, conférences, pétitions..., environ 20 000 personnes ont repris le célèbre « A bas la calotte! ». A cela, il faut ajouter les banquets sans lesquels il n'est pas d'anticléricisme digne de ce nom. Ces initiatives étaient organisées autour de trois axes, dont la combinaison peut donner une bonne définition de l'anticléricisme actuel:

1) La défense de la loi de 1905 assurant la liberté de conscience en séparant les Églises de l'État. Bien que cela ne soit pas apparu avec la clarté nécessaire, les anticléricaux sont partisans de la libre circulation des idées et des personnes. Mais la date (le 22 septembre étant l'anniversaire de la proclamation de la 1^{re} République), et les conditions (ambiguïté entre visite d'État et voyage pastoral, financement public d'activités culturelles) du voyage du pape ont déclenché le processus de contestation.

2) La protestation contre l'ordre moral prôné par Jean-Paul II. Plus les obsèques de François Mitterrand ou la visite au Vatican de Jacques Chirac, l'offensive des commandos anti-IVG, et les diverses tentatives de censure (1) appuyées par des parlementaires catholiques et des textes papaux poussent à l'exaspération celles et ceux qui n'admettront jamais que des interdits religieux leur soient imposés.

3) Arts légitimes dans le cadre d'une controverse, la satire et la caricature ont été abondamment utilisés. Ils ne visent pas des femmes et des hommes particuliers pour leurs croyances d'ailleurs garanties par la liberté de conscience que nous défendons. Ils visent une politique que nous percevons agressive et que nous définissons comme clérical.

Carnaval, réaction populaire multiséculaire, a été revendiqué à Paris et à Tours. Il est toutefois regrettable que les médias aient prêté plus d'attention à la forme qu'au fond de la contestation.

Les grandes organisations du Comité National d'Action Laïque, la Fédération Syndicale Unitaire et les partis socialiste et communiste ont donné des communiqués reprenant les deux premiers thèmes. Ces organisations ne furent pas partie prenante dans les manifestations, même si on note la participation de courants internes (École émancipée...) ou de groupes (le comité Clovis Hughes, avec des militants de la Ligue de l'enseignement...).

Trois pôles distincts ont animé les principales initiatives

1) Le collectif du 22 septembre. Le collectif a été mis sur pied à l'initiative du Réseau Voltaire pour la liberté d'expression. Composé de 73 organisations, le collectif a appelé à manifester place de la République à Paris le 22 septembre. De 8 à 15 000 personnes ont défilé. Le Président du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, est aussi le fondateur (en 1989) du Projet Ornicar, association de lutte contre les discriminations sexuelles. Il est le principal rédacteur du « Rapport pour l'égalité en droits des lesbiennes et des gays dans l'Union européenne » déposé en février 1994 par la députée européenne Claudia Roth, présidente des Verts allemands. Il prépare un livre sur l'Opus Dei. Le réseau Voltaire, fondé en 1994, diffuse une « Note d'information » hebdomadaire très précise et très lue dans les milieux les plus divers. Les deux principaux appuis de la manifestation parisienne du 22 furent la Fédération anarchiste et *Charlie Hebdo*.

La Fédération anarchiste. Forte d'une soixantaine de groupes, de la librairie du *Monde Libertaire*; de son hebdomadaire, où furent publiés chaque semaine de nombreux articles souhaitant la « malvenue » au Pape, de *Radio libertaire* avec une matinée anticléricale (le dimanche de 10 heures à midi) animée par les libres penseurs du groupe André

Lorulut-Commune de Paris, la Fédération anarchiste est à l'origine de nombreux collectifs locaux. Ces collectifs préparèrent la mobilisation sur le terrain plusieurs mois à l'avance. L'Organisation communiste libertaire, également impliquée, estime le nombre de ces collectifs à 37. Les militants anarchistes, très actifs, étaient environ 3 000 à la manifestation parisienne. Ils associent, comme les libres penseurs, la critique anticléricale à la critique antireligieuse.

Charlie Hebdo, avec 80 000 exemplaires vendus l'hebdomadaire fondé par Cavanna et le professeur Choron a pesé lourd : la chronique de Xavier Pasquini, écho de nombreuses initiatives ; les articles de Philippe Val tout

Patrick Kessel auteur du seul ouvrage issu du milieu laïque paru sur ces questions et le célèbre parlementaire radical Henri Caillavet (4) qui dirigeait le Comité laïcité-république, ainsi que Bernard Teper, président d'Initiative Républicaine.

3) La Libre Pensée. Avec un siècle et demi d'existence, des troupes assez nombreuses (environ 5 000 adhérents) et organisées, la « vieille maison » joue un rôle crucial sur la scène anticléricale (5). La Fédération nationale de la Libre Pensée a rassemblé 10 000 personnes le 9 décembre 1995 pour le 90^e anniversaire de la loi de séparation de l'Église et de l'État. Sous la houlette de son secrétaire général, Christian Eyschen, la Libre Pensée a organisé des manifestations spécifiques

giles. Or c'est justement dans les Évangiles, et non dans une déviation ultérieure, que les autres anticléricaux trouvent la source de l'intolérance qu'ils dénoncent. Le philologue belge Robert Joly, un maître en matière d'anticléricisme, a démontré que « l'intolérance est un corollaire strict de la charité » (7). Il fallait sauver les âmes, fut-ce par la contrainte.

Bien que 30 fois moins nombreuses que les personnes qui ont accueilli Jean-Paul II, nos 20 000 contestataires ont eu le sentiment d'avoir remporté la victoire. Passant du baptême de la France en 1980 au baptême d'un individu en 1996, le discours papal s'est édulcoré sous leur pression. L'anticléricisme est redevenu un acteur politique... Et donc aussi un enjeu politique: pour la Fédération anarchiste bien sûr, depuis toujours, mais également avec la présence de parlementaires socialistes à la manifestation parisienne (Jean Poperen, Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Christian Bataille), le Parti des travailleurs (trotskiste) (8). La décision d'Initiative Républicaine de présenter des candidats aux législatives et on a pu noter que la plupart des 73 organisations du Collectif du 22 septembre étaient des membres potentiels du « pôle de radicalité » prôné par les refondateurs communistes.

A travers l'ensemble de ces manifestations, la diversité de ses associations et des parcours de ses militants, le mouvement anticléricale a acquis une épaisseur sociologique et un poids politique réels. Quant à son avenir, il est entre nos mains...

Lucifer

(1) La Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) est née de ces agressions en 1990. Un dossier a été coordonné par Bernard Joubert « La Censure » *Maintenant* n° 6 - Mai-juin 1994. Épuisé en version papier, il est disponible sur Internet: <http://www.digipresse.imaginet.fr/mnt> tout comme les publications du Réseau Voltaire: <http://www.babelweb.org/voltaire>.

(2) Cavanna est notamment l'auteur d'une *Lettre ouverte aux cultes bénins* - Éditions Albin Michel et Xavier Pasquini de *Les Sectes* - Éditions Grancher.

(3) Alain Bradier est l'auteur, avec Catherine Rigolet, de *Les francs-maçons* - Éditions Latrès. Une publication trimesnelle *Europe et laïcité* est animée par Etienne Pion, auteur de *L'avenir laïque* - Éditions Denoël.

(4) Patrick Kessel - Marianne, je t'aime - Bruno Leprince Editeur. Henri Cavaillet *A cœur ouvert. Combats pour la raison* - Éditions Arléa-Corlet. Collection Panoramiques

(5) Comblant un vide historique, sont parues en avril 1997 l'étude d'ensemble de Jacqueline Lalouette *La libre pensée en France 1848-1940* - Éditions Albin Michel et celle de Marc Crapez *La gauche réactionnaire* - Éditions Berg, sur le courant hébertiste. *L'Idée Libre* n° 228 - Mars-avril 1997 a publié les interventions faites au meeting de Reims.

(6) Noël Godin a conté ses aventures dans *Crème et châtiment. Mémoires d'un entarteur* - Éditions Albin Michel. Son imposante *Anthologie de la subversion carabinière* vient d'être rééditée chez L'Âge d'Homme.

(7) Robert Joly - *L'intolérance catholique* - Éditions Espace de libertés - Centre d'action laïque - Bruxelles

(8) De nombreux militants du PT se sont investis dans la Libre Pensée. L'hebdomadaire du PT *Informations ouvrières* publie une série du syndicaliste Denis Parigioux: *La laïcité bajouée*.



comme les dessins de Riss, Luz, Cabu... 100 000 exemplaires d'un numéro spécial « anti-pape » ont été vendus (2).

2) Le Grand Orient de France. Créé en 1773, le Grand Orient est à la fois l'obédience la plus importante en effectifs (environ 40 000 membres) en France et la principale obédience laïque dans le monde. Le Grand Orient a pris deux initiatives positives dont le maître d'œuvre fut Alain Bradier (3). Un colloque, le 21 septembre, rassembla 700 personnes autour d'un enjeu majeur: « Europe et laïcité ». Le 22 septembre, associé aux obédiences le Droit humain, la Grande Loge mixte française, Memphis Misraïm, le Grand Orient réunissait 1 500 personnes à Valmy pour défendre et illustrer la conception républicaine de la nation. Le Grand Orient appelait uniquement au colloque et à Valmy. Les francs-maçons, membres du Grand Orient ou d'une autre obédience, participant à d'autres actions le faisaient donc à titre individuel. Parmi ceux dont l'appartenance est publique, il faut citer l'ancien Grand Maître

Reims qui mit l'accent sur la dimension européenne, la dénonciation des divers avatars de la doctrine sociale de l'Église et les réaffirmations identitaires dans toutes les religions monothéistes. L'ensemble de ces manifestations a rassemblé 4 000 personnes. La Libre Pensée gère une librairie, publie le mensuel *La Raison* (10 000 exemplaires) et deux revues *L'Idée Libre* (1 500 exemplaires) depuis 1911 et le *Nouveau Lycée*, animé par Janos Molnar, dont le n° 6 vient de paraître. Des libres penseurs réunis dans l'Association des amis d'André Lorulut publient depuis 1930 le célèbre mensuel satirique *La Calotte* (2 000 exemplaires).

Parmi les autres initiatives il faut signaler une campagne de débaptémisation (plus de 800 demandes selon ses promoteurs); des recours auprès des tribunaux administratifs pour financement illégal d'activités culturelles; la reprise de l'« autodafé des éteignoirs », symbolisant le cléricalisme, réalisé en 1896 par le poète socialiste Clovis Hughes; un impromptu théâtral: *Le Pape voyage* de Jean Kergist; un « attentat pâtisseries » commis par Noël Godin ou ses acolytes dans la cathédrale de Nantes (6)... Plusieurs associations chrétiennes étaient aussi représentées à la manifestation parisienne, la revue *Golias* étant la plus représentative. Cet anticléricisme interne se propose de rendre l'Église plus proche des Évan-

le monde libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

L'É... un... cel... son... Ce fut le... les cols de... extirper... vite. Heu... journée, d... tons a été... autre chos... Pour faire... très forte... brûlé, les... portes de... laient aux... fenêtre p... en respira... en mille:

pa...

Le m... des rass... Paris au... les sans... culières... papiers... son avo... ensuite... lui a sig... de l'or... ferme)

M... été arr... d'une... M. Die... de trou...

Suit... un rass... certain... Après... réagiss... justice... C'e... repou... risqu... réagiss... trinité... ments... sanction... contin... plus a... de pap...

E

E

E

E

E

E

E

E

E

PRISON

Suicide mode d'emploi à Bois d'Arcy

LE 13 MAI 1997, VERS 15H45, un « détenu arrivant », à la cellule C105, a mis le feu à son matelas pour se suicider. Ce fut le branle-bas de combat chez les cols de Schmitt (les matons) qui extirpent le détenu plus ou moins vite. Heureusement, c'est en pleine journée, donc l'intervention des matons a été assez rapide. La nuit, c'est autre chose... et une autre histoire... Pour faire évacuer la fumée, l'odeur très forte et pénétrante du matelas brûlé, les matons ont ouvert les portes de toutes les cellules. Ils hurlaient aux détenus de se mettre aux fenêtres pour s'aérer les poumons, en respirant quoi? Je vous le donne en mille: de la fumée acre qui s'insin-

nue dans la gorge et les poumons, car il est impossible d'obtenir une réelle aération. Bien des heures après, la fumée était toujours présente, l'odeur toujours pénétrante dans les cellules du bâtiment. Pour continuer dans les horreurs ordinaires, le 20 mai 1997, vers 23 heures, un détenu de la cellule 117, qui était arrivé le dimanche 18 mai, vers, 20 heures, tente de se suicider, en se coupant au niveau du cou. Il y a du sang partout, le type s'est bien coupé. Son codétenu hurle et appelle à l'aide de la fenêtre. Il n'a rien pu faire pour l'empêcher, cela s'est passé trop vite. Les gars des cellules font bloc pour alerter le maton de service. Ce

n'est pas les plombs de la télé qui ont sauté, mais bien un arrivant. Tous les détenus hurlent pour que le maton se magne. Que ce n'est pas une blague, que c'est sérieux, que c'est grave. Il ne viendra qu'à 23 h 22. Et, sans se presser, il regarde à l'ocilleton et s'en va quêrir un autre maton qui, lui aussi, après avoir constaté la gravité de l'incident, se décide à aller chercher le « gradé ». Pourquoi? Parce que maintenant ça urge pour l'arrivant, ça urge pour la pénitencière et les matons. Ils vont se retrouver avec un cadavre sur les bras. Et c'est à 23h30 que l'arrivant sera évacué. Pendant plus de vingt minutes, les gars de quinze cellules ont gueulé! Le pire fut évié. L'année dernière, un détenu est mort, au bâtiment des jeunes détenus, après avoir mis le feu à son matelas. Ses deux codétenus furent

gravement intoxiqués. Le directeur s'est permis de déclarer à la presse: « l'intervention prend généralement six minutes ». Il a été demandé à l'administration pénitentiaire que les matelas soient changés. Nous voyons qu'un an après rien n'a été fait. Personnellement, je crois que les « détenus arrivants » sont à considérer comme des personnes sensibles pendant les deux ou trois premiers jours d'incarcération. Tout le monde sait que c'est dans cet espace de temps que les détenus se suicident le plus. Là aussi, rien n'est fait. Qu'est-ce que cela leur coûterait de mettre en place un service spécial pour la nuit, avec un maton qui ferait une ronde très régulière et qui resterait en permanence à l'étage des « cellules arrivants »? Ou alors, que l'on me dise à combien l'administration estime le prix d'une vie humaine?

Les syndicats considèrent que ce n'est pas leur boulot et qu'ils ne sont ni médecins, ni psychologues. La seule chose qu'ils peuvent faire, c'est de signaler les détenus, qui leur semblent fragiles au SMPR. Le jour, nous sommes gardés avec un nombre suffisant de matons. La nuit, deux matons tournent pour seize étages de cinquante cellules dans quatre bâtiments différents. Cela fait beaucoup d'ocilletons à lever pour vérifier, si tout va bien dans les cellules. Il faut dire aussi que l'équipe de nuit, c'est du boulot « à tranches »: deux matons aux étages et six au greffe à bavarder, boire de l'alcool ou de la bière ou à pincer à tour de rôle... Les « détenus arrivants », à Bois d'Arcy, ont de beaux jours devant eux pour continuer leurs tentatives de suicide!

Kniam. - Bois d'Arcy.

Répression des sans-papiers: pas de trêve pendant les élections

Le mercredi 16 mai 1997, à l'initiative de la coordination des sans-papiers, des rassemblements se sont tenus dans plusieurs villes de l'hexagone dont un à Paris au stade de France, les manifestants réclamaient la régularisation de tous les sans-papiers. Lors de ce rassemblement, les flics ont chargé de façon particulièrement violente. M. Diop (membre actif du troisième collectif des sans-papiers de Paris) a été jeté à terre, frappé et embarqué. Pendant deux jours, son avocat et les militants ont essayé en vain d'avoir de ses nouvelles... On a ensuite appris qu'il avait été déferé le vendredi au parquet de Bobigny où on lui a signifié sa mise en examen pour coups et blessures sur agents des forces de l'ordre! Il est aujourd'hui incarcéré (condamné à quatre mois de prison ferme) et fait l'objet d'une interdiction de territoire de dix ans.

M. Diop n'est pas le premier des sans-papiers actifs dans cette lutte à avoir été arrêté depuis cet été. Par contre, aucun n'avait jusqu'à présent été victime d'une peine aussi lourde qui marque une radicalisation de la répression. M. Diop peut désormais être expulsé à tout moment sous prétexte de risques de troubles graves à l'ordre public.

Suite à cette arrestation, le collectif des sans-papiers de Nantes, organisait un rassemblement le jeudi 22 mai devant la préfecture de Nantes. La petite centaine de personnes présentes décidait rapidement de bloquer un carrefour. Après une demi-heure, les CRS ont chargé les militant(e)s qui tentaient de résister et scandaient: « Des papiers pour tous les sans-papiers; police partout, justice nulle part ».

C'est la première fois qu'un rassemblement de sans-papiers à Nantes est repoussé par les CRS. Face à cette escalade dans la répression et devant les risques encourus par les sans-papiers, il est urgent que le milieu militant réagisse avec force et se solidarise de ceux et celles qui sont sortis de la clandestinité pour réclamer leurs droits. Comme l'ont prouvé les derniers événements, tout acte de solidarité avec les sans-papiers est désormais sévèrement sanctionné, casser cette lutte entre dans la logique de l'Etat sécuritaire. Nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que les véritables indésirables n'aient plus aucun espoir de fabriquer des clandestins: des papiers pour tous ou plus de papiers du tout!

Groupes Milly Witkop - Nantes

OBJECTION

Un verdict bâtard!

CE 28 MAI ÉTAIT JUGÉ À Orléans Alexis, objecteur-déserteur et membre du groupe libertaire de Tours. 40 à 50 personnes étaient venues le soutenir dont les membres de ROOC (Rassemblement orléanais des objecteurs de conscience) et d'A.L. Orléans. Une grande partie d'entre nous assistèrent au procès qui fut précédé d'un jugement sur un délit commun. A celui-ci, un jeune, récemment majeur fut condamné à deux mois fermes pour le racket de deux blousons. Notant que ce jeune, abandonné par ses parents, passa son adolescence dans des foyers et, pour arranger le tout, est en situation bâtarde pour ne pas dire « irrégulière » (ah oui! il est de nationalité algérienne), on appréciera le tact psychologique du tribunal et le séjour de « dissuasion » offert à ce jeune bienôt... papa.

Mais revenons à notre Alexis. « J'ai déserté pour protester contre la « double durée » de l'objection et contre le non-statut de salarié au sein de l'association où j'étais. » Face à cela, le procureur réclama l'ajournement et un renvoi de l'accusé devant les affaires militaires qui décideront de son exemption - ou non,

et en fonction de cette régularisation, Alexis sera jugé - ou non, pour désertion, car malgré l'abolition prochaine du service national, « la loi est toujours valable sur notre territoire, une sanction serait une question de principe. » « Double peine » rétorqua l'avocat d'Alexis. Dans une plaidoirie remarquable, il expliqua qu'Alexis n'avait pas « triché » aux trois jours, qu'il a accepté le service civil et par symbole (et par « une prise de conscience tardive »), [Alexis] a décidé de partir; que la condamnation de ce type de service était celle de la majorité d'entre-nous puisqu'il est aboli; que cette « double peine » est contraire à la résolution du Parlement européen de 1983. Il en appelle à la relaxe, citant en exemple ces femmes de Bobigny qui, ayant avorté illégalement, furent relaxées car jugées après l'adoption de la loi autorisant l'I.V.G. Il argua également que l'État, depuis le 15 janvier ne prend en charge que le quart des indemnités des objecteurs (les trois quarts restant étant aux frais de l'association, ce qui pose de nombreux problèmes de places pour les nouveaux objecteurs) et « qu'il serait malvenu de reprocher à Alexis d'avoir

fait trois semaines d'économie budgétaire » à un État qui n'est plus capable de payer.

Après un portrait de l'Alexis militant-citoyen (sans-logis, sans-papiers...), il conclut qu'une régularisation serait impossible puisque personne ne voudrait prendre un objecteur pour trois semaines. Mais les juges n'étaient pas du même avis et donnèrent raison au procureur, repoussant le procès au 24 septembre après une régularisation. Verdict bâtard, comme l'explique Etienne du ROOC: « La justice s'en tire bien car elle ne le relaxe pas et elle ne le condamne pas. C'est une victoire pour nous et pour Alexis puisque la justice admet implicitement la validité de son acte. » Je ne suis pas d'accord, elle n'admet que la demande du procureur qui peut effectivement laisser penser à un arrangement préalable, comme le déclare Alexis: « Le procès était décidé par avance. J'ai fait le choix regrettable de laisser mes opinions politiques de côté et je risque maintenant une peine. J'irai donc voir les autorités militaires pour me faire exempter s'ils refusent, je recomparaitrai donc le 24 septembre pour désertion. » Laisser Alexis aux mains des affaires militaires (quelle joie pour un antimilitariste, l'exemption n'est pas à portée de main) et ça le met dans une situation bâtarde (décidément!). Demander d'emploi, il ne touche rien des ASSEDEC, l'exemption n'est pas à portée de main) et ça le met dans une situation bâtarde (décidément!). Demander d'emploi, il ne touche rien des ASSEDEC, l'exemption n'est pas à portée de main) et ça le met dans une situation bâtarde (décidément!). Demander d'emploi, il ne touche rien des ASSEDEC, l'exemption n'est pas à portée de main) et ça le met dans une situation bâtarde (décidément!).

A l'heure où 30% des appelés sont exemptés et à la veille du « Rendez-vous citoyen » est soulevé le problème de l'avenir de l'objection et, plus loin, du refus de tout type de Rendez-vous civique et de service, gratuit ou exploité, rendu à l'État. Décidément, la société s'abâtardit sur de nombreux points, cette « dégénérescence » libérale, nous devons en dénoncer les dangers pour avancer notre alternative et nous « bâtarde » du mariage que d'autres veulent nous imposer: État et Armée.

No! - groupe libertaire de Blois.

En bref

■ Le collectif Haut-marnais La Louise a changé d'adresse : c/o : R.A.F., B.P. 75 Chaumont cedex

■ Le groupe FA de Dijon La Mistoufle change d'adresse : La Mistoufle, c/o Les voix sans maître, 6, rue du Dr Claussier, 21000 Dijon. Permanences les 2^e et 4^e mercredi du mois à la même adresse.

■ Le groupe de la Villette tiend sa permanence le dernier jeudi du mois à 20 heures, à l'Usine, 102, bd de la Villette (Paris 19^e).

■ On peut rencontrer des militants parisiens de la Fédération anarchiste chaque samedi de 14 à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le numéro 45 de la collection Volonté anarchiste vient de paraître : Évolution et révolution d'Élisée Reclus. 25 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris 11^e).

■ Le numéro de juin d'Alternative libertaire (mensuel belgo-français) est sorti. On y trouve un dossier intitulé « Vivre libre au-delà des chaînes

du travail ». 20 FF ou 100 FB. Alternative libertaire, B.P. 103, 1050 Ixelles 1, Belgique.

■ L'association Les amis de Louise Michel du Val-de-Marne a changé d'adresse : B.P. 55, 94202 Ivry-sur-Seine.

■ Café libertaire tous les jeudis à partir de 20 h 30 à l'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc à Montpellier.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

SOS 2040-45. Les stratégies

En exposant au public les stratégies que le parti d'extrême droite belge « Vlaams Blok » utilise pour obtenir plus de pouvoir, nous pouvons faire tomber les masques. Les dangers contenus dans les idées de ce parti doivent être rendus évidents.

La Belgique est divisée en trois communautés linguistiques : une partie germanophone, une partie francophone et une partie néerlandophone. L'avancée de l'extrême droite a débuté dans cette dernière partie. C'est le Vlaams Blok qui monopolise cette avancée ici. Dans les années quatre-vingt, ce parti a obtenu un succès rapide surprenant ainsi beaucoup de gens et a progressé jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. Depuis cette période, le Blok obtient invariablement plus de 10 % des votes. A Anvers, l'électorat balance même autour des 30 %. Ce phénomène a beaucoup retenu l'attention, y compris à l'extérieur des frontières belges. Des politiciens aussi bien que des scientifiques, des journalistes, des philosophes... ont écrit sur ce phénomène. Mais ces analyses n'étaient pas toujours satisfaisantes. C'est une des raisons pour lesquelles il est difficile de comprendre ce qui se passe vraiment. Qu'est-ce qui fait durer le succès de l'extrême droite à Anvers, en Flandre et en Europe ?

Après la chute du mur.

Pour analyser le phénomène, il serait incohérent de considérer les causes de cette montée comme une chose tout à fait nouvelle. Il est vrai que le contexte a changé, mais il y a beaucoup de parallèles avec les succès passés de l'extrême droite. On peut, par exemple, expliquer la popularité des gens comme Hitler et Mussolini par le fait qu'ils ont canalisé à leur avantage un grand mécontentement du peuple envers les conditions socio-économiques. Le succès que les fascistes connaissent en Europe dans les grandes villes et dans les vieux quartiers populaires où il y a une grande concentration de pauvreté, peu d'opportunités, du chômage, des taudis, etc., n'est pas une coïncidence. Là où les communistes et les socialistes avaient auparavant un électorat qui leur était favorable s'épanouit maintenant l'extrême droite.

Principalement par le fait que les socialistes et les sociaux-démocrates s'engagent plutôt pour les intérêts d'une classe moyenne inférieure et pour ses propres membres (voir le nombre des affaires de corruption), que pour satisfaire les désirs des classes sociales plus défavorisées. Les sociaux-démocrates se sont livrés à une forme d'opportunisme politique, au détriment des pauvres en Europe et dans le tiers monde. Ceux qui le veulent autrement ont trop peu de succès pour être pris au sérieux. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le communisme n'a plus d'attrait. Ce n'est pas seulement en Europe de l'Est que l'internationalisme a été remplacé par le nationalisme.

Certains communistes peuvent encore prétendre que le socialisme sous Staline ou après Staline n'était pas du communisme, n'était même plus du socialisme. Aux yeux de beaucoup de gens le communisme a perdu la bataille pour toujours. Ces mêmes personnes accordent confiance à une approche dure des problèmes : le fascisme.

Mais l'extrême droite peut aussi compter sur la sympathie des classes moyennes et de la bourgeoisie. Pour comprendre la montée des tendances ethno-nationalistes en Europe, on doit réaliser que le fascisme, dans son origine et ses expressions, est lié avec un capitalisme omnipotent. Le fasciste présente au capitaliste un miroir cassé. Cette simulation, cette imitation trompeuse et inconsciente est d'un aspect douloureusement réel.

Après la libéralisation des économies de l'Europe de l'Est, le Vlaams Blok s'était empressé d'encourager les entrepreneurs de l'Europe de l'Ouest à envahir les nouveaux marchés. Début 1993, le président de l'époque, Karel Dillen, déclare : « Vu les possibilités énormes à la suite des difficultés des pays de la Communauté des États indépendants (CEI), les pays européens doivent veiller à ce que ces marchés ne soient pas pris en main par des pays non-européens. » La Flandre aurait dû devenir politiquement indépendante, mais aurait dû en même

temps s'insérer dans une Europe qui aurait augmenté sa force de concurrence. Les Européens ne doivent rien se faire dicter par des superpuissances économiques comme les États-Unis ou le Japon. Après les changements, l'Union européenne peut ouvrir peu à peu ses portes aux pays de l'Europe de l'Est (probablement pour diminuer davantage le danger communiste). A un exception près : la Turquie. Ce n'est pas, selon Dillen, un pays européen, et ne le sera jamais du point de vue historique, culturel ou géographique. L'Europe doit être un bastion blanc, qui ferme ses portes à toutes les personnes qui viennent de la culture islamique.

Pourquoi dans le passé y a-t-il eu tant de haine envers les musulmans (maintenant un peu plus dissimulée) ? La position géographique du monde musulman l'explique. Cette influence culturelle est avoisinante au sud et à l'est. Vu sa mauvaise position économique, elle représente la menace la plus directe pour la prospérité de l'économie européenne. Les moins favorisés d'Europe ne doivent pas tendre la main à des partenaires non européens afin d'éviter d'entamer la lutte des classes. C'est pourquoi les classes économiques inférieures doivent être montées l'une contre l'autre.

La Nouvelle Droite

L'augmentation des tendances ethno-nationalistes de droite pouvait et peut seulement avoir lieu après la dégénération de la gauche. Des gens qui sont confrontés aux problèmes sociaux, éthico-politiques, économiques comme la criminalité et le chômage (problème structurel plutôt que conjoncturel) choisissent une réponse « facile » : une approche fortement autoritaire et non internationaliste. Ils se trouvent dans le même état d'être et dépourvus de sens critique qu'une grande partie de la gauche. Beaucoup de partis traditionnels sont hantés par une apologie du marché et le camp progressif est trop éparpillé pour pouvoir résister. C'est pourquoi une partie de l'électorat flamand et européen reste aveugle sur la volonté de puissance des membres des partis d'extrême droite. Le Blok obtient ses succès électoraux principalement en mettant l'accent sur les thèmes populaires comme le problème de

être modifiées. La stratégie était copiée sur le Front national français. Vanhecke et Filip Dewinter, deux des plus importants leaders du Vlaams Blok, observent avec plaisir les succès de Le Pen et des siens en France. Ca les renforce dans leur conviction qu'ils sont sur la juste voie. Il y a quelque temps Vanhecke parlait au congrès de Strasbourg, où Le Pen était réélu comme président du Front national. « Vive la Flandre et le Vlaams Blok. Vivent le Front national et Jean-Marie Le Pen », criait le président du Blok. Il se déclarait d'accord avec la suggestion de Le Pen qu'au niveau européen il y a besoin de plus de collaboration entre les partis de la droite nationaliste.

Vanhecke et Dewinter ont débuté comme des bagarreurs et des fascistes francs. Aujourd'hui, ils se sont camouflés, dans leur recherche de plus de respectabilité sociale. Le langage de Dewinter devient de plus en plus « poli », ce que d'ailleurs lui reprochent quelques subalternes du parti. Il y eut un temps où c'était vraiment clair que le Vlaams Blok était aux mains des flamingants (nationalistes flamands) extrémistes, des personnes qui haïssent les étrangers. Mais les aspects franchement patriotiques et racistes sont de plus en plus amoindris.

« Tous les étrangers non européens ne doivent pas partir. Ceux qui veulent vraiment s'assimiler peuvent rester », disait Dewinter à la fin de l'année passée. « Ces immigrés doivent passer un examen de citoyenneté, ils doivent parler notre langue, adopter nos mœurs et abjurer leur religion. » Cet examen consisterait à tester les connaissances des allochtones (immigrés) non européens en matière de langue et de culture. Où doit être fixée la barre ? Et comment peut-on espérer que les gens, par exemple d'origine arabe, comprennent notre langue et notre culture quand notre système d'éducation n'est pas adapté ? C'est ce que Dewinter oublie naturellement de nous raconter.

La lutte contre la criminalité

Au fond, il n'y a rien de changé : les allochtones sont encore visés comme les plus coupables dans les problèmes de criminalité. Si tout va mal, c'est de la faute de la culture islamique et de la politique inadéquate des instances politiques (ces dernières étant en fait véritablement responsables, ne serait-ce que partiellement). Lors d'un débat à Anvers, organisé par le Comité SOS 2060 (cent ans de société permissive), une organisation satellite de l'extrême droite, il y a quelques mois, Dewinter appelait à une meilleure lutte contre la criminalité.

« Cette ville a le plus d'agents par citoyen (un pour 277, ndr) et pourtant on ne réussit pas à faire diminuer la criminalité. Anvers a besoin de plus de policiers. D'abord deux cent, plus tard quatre cents » (source : *De Morgen*). Les gardiens de quartiers, les assistants sociaux et les secouristes doivent être remplacés par de véritables policiers. Il n'est pas clairement dit d'où ces policiers doivent venir. Malgré le chômage élevé en Flandre et des campagnes promotionnelles de grande envergure, la police d'Anvers n'a pas su attirer assez de candidats pour les postes à pouvoir. Le Blok peut avoir beaucoup de succès à Anvers, il manque apparemment de candidats pour réaliser son programme. Selon

le Blok, la criminalité croissante est surtout due à la baisse du contrôle social informel et la dissipation des normes. « Le processus d'urbanisation, la mentalité tout-peut-tout et la permissivité, la décomposition systématique de la famille et les mouvements de jeunesse en faveur de l'individu, la présence de grands groupes d'étrangers avec une autre idée de normes et la détérioration des quartiers. » Toute forme de criminalité doit être punie durement : les vols, les cambriolages, les agressions armées, les délits de drogue, squatter des maisons... Les citoyens doivent s'organiser en comités de vigiles, qui patrouillent (sans armes) dans les quartiers tout en restant en contact permanent avec la police. Les services de sécurité privés doivent être soutenus par des subsides de l'état et un climat fiscal favorable. On doit bâtir plus de prisons, qui doivent être privatisées et les punitions doivent être prolongées... Tout cela joue en faveur de la bourgeoisie. Une force policière accrue sauvegarde leurs possessions vis-à-vis des classes économiques plus faibles et permet de protéger

page 5

métapolitiques du Vlaams Blok

efficacement le fort Europe contre les demandeurs d'asile. Les gens de mai 68 peuvent être tenus dans un corset par un contrôle social plus ou moins formel. Les délinquants peuvent être marginalisés et stigmatisés dans les prisons. Dans ces lieux ils peuvent nouer des contacts informels avec des autres délinquants. Après leurs mise en liberté par les membres de la bourgeoisie, ils peuvent être insérés dans des circuits illégaux de pornographie d'enfants, de drogue et de trafic d'armes.

Les prisonniers sont des travailleurs bon marché. Les plans du gouvernement belge pour construire une prison à côté de l'usine d'acier en faillite de Clabecq pourraient par exemple être efficaces pour augmenter la force de concurrence des entreprises européennes (dans ce cas les coûts salariaux disparaissent déjà). Aux États-Unis, où les criminels sont punis plus sévèrement, on trouve beaucoup de chômeurs dans les prisons privatisées.

Est-ce que l'appel du Blok pour plus de prisons et pour leur privatisation ne serait qu'une tentative d'obtenir un plus grand contrôle social ou une tentative de rendre plus visibles les indésirables ? Est-ce, aux yeux de certaines personnes du Blok, un moyen d'obtenir plus de bénéfices pour les entreprises ? Qui le dira ?

L'affaire Dutroux et des cas similaires, les affaires de corruption politique, la continuelle déchéance sociale... tous cela importe peu pour certains. Ces événements ne finiront-ils pas par leur être favorables ? Soyez déjà prévenus, l'avancée de l'extrême droite n'est pas encore terminée.

Une nouvelle image de marque

Le mouvement pour la paix est un autre phénomène qui ne plaît pas au Blok. A leurs yeux ce sont des gens qui ouvrent la porte au communisme ou à des dictateurs tel que Saddam Hussein. Le Blok veut reconquérir les canaux métapolitiques

sur les gens de mai 68. Ils pensent par exemple aux maisons de la jeunesse, des lieux qui doivent retomber aux mains du Blok au lieu d'être des endroits propageant la mentalité du « tout est possible ».

En fait, le Blok veut transformer toutes les activités culturelles dans son propre intérêt. C'est pourquoi ils veulent surtout s'implanter dans les villes. Après Anvers, Bruxelles doit également tomber lentement, mais sûrement dans leurs mains. Peu après la campagne de la fin de l'année passée « Anvers, ville occupée. Vlaams Blok dans la résistance », le caractère purement flamand du parti fut mis au placard pour aller faire la pluie et le beau temps à Bruxelles par le biais d'une campagne bilingue contre la présence d'étrangers européens et non-européens. Vanhecke disait : « Les Bruxellois autochtones francophones sont tout autant les bienvenus que les néerlandophones et Bruxelles peut être bilingue ».

Après les bagarres lors du pèlerinage de l'Yser (une manifestation annuelle à laquelle participent aussi bien les nationalistes flamands de gauche que de droite), une partie du mouvement nationaliste flamand s'est ouvertement distanciée du Blok. Il semble que Vanhecke ne soit pas toujours capable de contrôler ses troupes d'assaut. Grâce à sa campagne bruxelloise, le Blok peut rétablir son image d'un parti assez ouvert. Le flirt avec le Front national de Le Pen et la demande d'une coopération générale entre partis de droite nationaliste en Europe doit être vu dans cette optique. Serait-il d'ailleurs possible que les nationalismes locaux doivent à terme s'éclipser pour qu'un nationalisme européen naisse, un grand empire européen avec Le Pen comme leader et Vanhecke comme second ?

La doctrine économique du Blok (solidarisme national) rejette toute forme de lutte de classes, l'État flamand doit trouver dans sa solidarité de peuple sa base de société. Pour garder les entrepreneurs en Flandre, la Flandre doit être plus aimable

vis à vis des entrepreneurs. La société providence actuelle doit être remplacée par une société avec un grand esprit de compétition. Les « profiteurs » de la société providence perdent leur droit aux allocations. Pour que les autochtones puissent être intégrés de nouveau dans le système, les allochtones doivent être expulsés. Le Blok ne le dit pas avec tant de mots, mais toute forme de créativité en dehors du circuit du travail salarié et du système (les arts, l'autodidactisme, l'activisme politique...) doit être repoussée. Tout doit être sacrifié au bénéfice du marché et du principe « métrou-boulou-dodo ».

Des campagnes récentes, qui mettent l'accent sur l'importance du « travail pour le peuple de chez nous », se réfèrent en fait à une morale du travail soutenant le système. Le « prolétariat » flamand n'est pas seulement monté contre le prolétariat allochtone, mais aussi contre le « prolétariat » flamand. L'année dernière Alexandra Colen, une femme catholique de droite, qui s'est fait connaître auprès du public flamand d'une façon lesbophobe en accusant les campagnes publicitaires où deux femmes nues sont montrées enlacées, a proposé d'abolir le droit de vote pour les chômeurs bénéficiaires d'allocations. Cela allait d'ailleurs à l'encontre des idées de Dewinter entre autres, parce que la campagne contre le « prolétariat » ne peut pas être menée trop ouvertement.

Le pouvoir ou l'influence des syndicats doit être cassé pour instaurer de nouvelles tactiques de caractère disciplinaire. Les grèves doivent être interdites et les syndicats doivent être transformés en associations d'entreprises et de professions corporatistes, s'occupant seulement de la compétence professionnelle ou de la qualité de travail de leurs membres. Des campagnes anticaricatures des syndicats sont une épine dans le pied du Vlaams Blok et selon eux, il voudrait mieux confier la formation politique à d'autres organisations (les partis de droite ?).

G.R. (Anvers)

Législatives : les propriétaires se suivent et se ressemblent

idée ait été à l'origine de la dissolution de l'Assemblée nationale ! L'étroit passage vers l'Europe des finances pourrait bien s'en trouver lubrifié. Des socialistes, dans une orgueilleuse volonté de rassurer les vaincus du jour, rappelaient qu'ils étaient à l'origine de la contribution sociale généralisée (J'avoue avoir frémis d'angoisse en entendant ces mots). Avertis de ce risque d'amollissement – quand il ne s'agit pas ouvertement de « briser les grèves » –, devons-nous rester attentifs et, plus encore que dans le passé, porter nos revendications sur le terrain des luttes sans nous lier aux professionnels de la revendication.

Prenons les promesses au mot.

Il nous manque un toit pour la nuit et, en même temps, des appartements sont vides ? Prenons les. Si des huissiers veulent nous en déloger, arguons de ce que nous ne nuisons à personne en prenant pied dans des lieux à l'abandon et que, de par notre besoin, ils nous sont dus. Si l'on insiste et veut employer les policiers pour nous en expulser, opposons-leur la solidarité et, s'il le faut absolument, payons leurs efforts avec leur propre monnaie : la force.

La faim nous tenaille et nulle table n'est dressée pour nous ? Ce ne sont pas les biens qui manquent, emparons-nous en et apaisons nos estomacs. Si le boucher ou le restaurateur vient nous importuner de sa facture, invitons-le à partager notre repas. S'il insiste et

devient menaçant, rappelons-lui que c'est notre faim qui nous autorise à ces agapes et qu'il n'y est pour rien.

Un charter est affrété pour « reconquérir la frontière » des travailleurs dont l'utilité n'est plus flagrante ? Faisons barrrière de nos corps aux roues des avions. Pas par charité – cette prison de l'âme – mais par solidarité avec ceux qui, légitimement, pensent que c'est ici qu'ils veulent vivre aujourd'hui.

Il serait simple de multiplier à l'infini les exemples ; l'exercice serait vain car nous ne parviendrions jamais à établir un inventaire exhaustif des choses dont nous ne voulons plus – dont nous ne voulons pas. De plus, il serait présomptueux de dresser cette liste puisque nous ignorons quels seront nos besoins à venir.

La seule règle que nous puis-

sions avancer sûrement et conseiller à nos contemporains est : « Emparez-vous de la jouissance, et elle vous appartendra de droit ; mais quelle que soit l'ardeur de vos désirs, si vous ne la sa-

isissez pas, elle restera le "droit bien acquis" de ceux dont elle est le privilège. Elle est "leur" droit, comme elle eut été "votre" droit si vous la leur aviez arrachée. »*



suite de la première page

Aussi, puisque les choses semblent se clarifier et que – confrontés à l'interchangeabilité des maîtres – beaucoup prennent enfin conscience de l'inutilité de l'État, associations-nous en fonction de nos besoins et non plus au bénéfice de penseurs et politiciens. Mais prenons garde de figer notre opinion et de soumettre notre volonté à des maximes, à des étiquettes, qui ne reflètent que la réalité d'un instant. Max Stirner a bien résumé la chose qu'en il écrivit : « Je ne veux pas être l'esclave de mes maximes, mais je veux qu'elles restent, sans aucune garantie, exposées sans cesse à ma critique ; je ne leur accorde aucun droit de cité chez moi. Mais j'entends encore moins engager mon avenir à l'association et lui "vendre mon âme", comme on dit quand il s'agit du diable et comme c'est réellement le cas quand il s'agit de l'État ou d'une autorité spirituelle. Je suis et je reste pour moi plus que l'État, plus que l'Église, Dieu, etc., et, par conséquent, infiniment plus aussi que l'association »*

Alain L'Huissier
(Groupe de la Villette)

* Citation extraite de *L'Unique et sa propriété*, Max Stirner, traduction de Robert L. Reclaire, Stock + Plus, 1978.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit de l'égoïsme conscient et responsable et pas de sa caricature bourgeoise ou communiste. Le lecteur intéressé par cet égoïsme dont nous nous réclamons se référera avec bénéfice à l'ouvrage dont sont extraites les citations qui émaillent cet article.

Syndicalisme et anarchisme (2)

La synthèse espagnole

QUELQUES HEURES APRES L'ENTERREMENT DE BAKOUNINE, à Berne, le lundi 3 juillet 1876, quelques-uns de ceux qui avaient accompagné le vieux révolutionnaire jusqu'à sa dernière demeure, des Suisses, des Allemands, des Italiens, des Français, des Russes, adoptèrent, à l'unanimité, la motion suivante :

« Considérant que nos ennemis communs nous poursuivent de la même haine et de la même fureur d'extermination ; que l'existence de divisions au sein des partisans de l'émancipation des travailleurs est une preuve de faiblesse nuisant à l'avènement de cette émancipation ;

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'art. 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873 ;

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur la base de la reconnaissance des principes énoncés à l'art. 3 des statuts mentionnés ci-dessus. »

Rappelons, pour mémoire, que le Congrès de Genève de l'Association internationale des travailleurs dont parle cette résolution se tint dans la grande ville de Suisse romande du 1^{er} au 6 septembre 1873. Des représentants des sections anglaise, belge, espagnole, française, hollandaise, italienne et jurassienne y assistaient. L'art. 3 voté est rédigé de la manière suivante :

La question de l'unité dans l'AIT

On se souvient qu'une année auparavant, en septembre 1872, le Conseil général de l'Internationale dirigé par Karl Marx, grâce à une majorité fabriquée et factice, avait réussi à faire expulser de l'organisation les porte-parole de la tendance fédéraliste, M. Bakounine, J. Guillaume et A. Schwitzguébel. La ligne de partage s'était marquée entre ceux qui voulaient organiser le prolétariat en « parti politique » afin de conquérir le « pouvoir politique », les marxistes, et ceux, qu'on ne nommait pas encore anarchistes, dont l'objectif s'affirmait être la « destruction de tout pouvoir politique » et son remplacement par une « fédération » des « corps de métiers et des communes ». C'est une année plus tard, après un travail de contacts et d'explications assuré surtout par les Jurassiens et James Guillaume, que presque toutes les fédérations, à l'exception des Allemands et des Américains, au Congrès de Genève, tentèrent de reconstituer cette unité et de la rendre viable, grâce à l'autonomie d'orientation de chacune des fédérations et sections — quant à Marx et aux quelques partisans qui le suivaient encore, après qu'ils eurent transféré le siège de l'AIT à New York, ils abandonnèrent la vieille Internationale.

La motion adoptée quelques heures après que Bakounine eut été porté en terre était sans doute émouvante : comme l'écrivait la correspondante de Vpered, le journal de Lavrov et des populistes, chacun était conscient que venait de disparaître « une force historique, le représentant d'un demi-siècle de mouvement révolutionnaire ». Mais pas seulement, et le texte exprimait également l'aspiration toujours renaissante à l'unité des travailleurs et des socialistes ; à ce titre, elle est exemplaire parce qu'elle fut adoptée en commun par des partisans des deux stratégies principales du mouvement ouvrier socialiste. Quel moyen préconisaient-ils ? L'autonomie d'organisation et d'orientation de chacune des structures de l'organisation internationale...

Cette tentative de faire coexister ensemble des militants aux pratiques et aux objectifs différents, comme on sait, échoua. Plus tard, une nouvelle Internationale se constituera autour de partis politiques nationaux électoralistes et rejettera de ses rangs les libertaires. Avec les affrontements inévitables que

cette division engendrait. La rupture entre parlementaristes et antiparlementaristes était consommée.

Une deuxième tentative : le syndicalisme révolutionnaire

Le syndicalisme révolutionnaire de la CGT française, de sa fondation à 1908 environ, fut une nouvelle tentative de rendre possible l'unité organique de la classe ouvrière. A la différence de la solution adoptée par le Congrès de Genève, la cohabitation des deux orientations, le moyen utilisé — on se souvient que les statuts de la CGT de cette époque proclamaient que l'organisation syndicale « groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat » — consista à expulser du syndicat les questions « politiques », c'est-à-dire les débats et les prises de position en faveur de tel ou tel candidat ainsi que la lutte antiélectorale. La CGT décida de se « neutraliser » d'un point de vue politique et de concentrer son activité sur la lutte de classes dans sa manifestation d'action directe économique.

Dans les faits, pourtant, alors que l'opinion publique de l'époque percevait la CGT comme entièrement syndicaliste révolutionnaire, et presque comme une antichambre du communisme anarchiste, une évolution s'opéra peu à peu, qui amena la Confédération, unitaire et pluraliste, dont de nombreux militants étaient membres du parti socialiste unifié

lisme parlementaire, querelles subalternes qu'il escomptait possible de dépasser par la pratique de la lutte de classes. Cette analyse ne s'appliquait qu'à la lutte quotidienne — et c'est là son utilité. Mais elle était complètement inadéquate pour aborder les vraies questions politiques, les vraies divergences, les vraies oppositions et surtout la plus importante, qui se résume simplement par l'alternative conflictuelle de la scission de l'Internationale : la lutte de la classe ouvrière vis-à-vis elle à la conquête ou à la destruction du pouvoir politique ? L'unité pragmatique dans la lutte ne fut opératoire — certes, elle le fut avec vigueur et dynamisme — que dans le domaine revendicatif ; dès que les questions politiques furent abordées, telles que la guerre mondiale ou la Révolution russe, l'organisation ouvrière unifiée sera paralysée ou explosera.

Un nouveau point de vue

La quasi-totalité des militants libertaires de la période qui précéda la Première Guerre mondiale, Monatte et Malatesta comme les autres, se déclaraient pour le préservation de l'unité syndicale, image et pratique de l'unité ouvrière. Un militant comme Malatesta, on l'a vu, conseillait aux « compagnons » de militer comme anarchistes dans le mouvement syndical, sans illusion sur ce que Malatesta considérait comme une organisation irrémédiablement réformiste, afin d'y propager la finalité communiste anarchiste et les tactiques d'action directe.

Plus tard, dans les années vingt, ce point de vue se modifia avec la jeune génération. Dans son livre, *Organisation anarchiste, l'histoire de la FAI*, Juan Gomez Casas, qui fut le premier secrétaire général de la CNT d'Espagne au sortir de la nuit du franquisme, cite en particulier une polémique qu'Abad de Méne comme Malatesta à propos de ce concept de l'unité syndicale : « Malatesta défend, dit Santillán, une conception métaphysique du mouvement ouvrier en se faisant l'avocat de son unité dans l'abstrait. » Il existerait selon lui, continue Santillán, « un pur mouvement ouvrier sans tendance sociale particulière dont le but serait seulement de s'organiser en syndicats. [...] Si un tel mouvement idéal, ouvert à toutes les tendances, était possible, si l'histoire pouvait montrer qu'il avait jamais existé, alors il serait possible de discuter de l'opportunité d'y introduire la tactique [anarchiste] recommandée par Malatesta. » Mais, conclut Santillán, « un pur mouvement n'a jamais existé, n'existe pas, n'existera jamais. La réalité est que le mouvement ouvrier est divisé en plusieurs tendances, du fascisme à l'anarchisme. [...] Que faire ? Malatesta conseille de respecter l'unité de la classe. Nous rejetons cette illusion et appelons Malatesta à nous aider à constituer une force syndicale révolutionnaire, c'est-à-dire anarchiste, dans chaque pays. Avec une telle force syndicale ouvrière, nous serons en mesure de résister à l'invasion des courants politiques et des tendances qui sont opposés à la révolution. Sans une telle force, nous attendrons passivement que l'histoire se tourne un jour dans notre direction... »

Tel fut le principe même sur lequel fut bâti le mouvement syndical révolutionnaire espagnol. Son acceptation lucide de la situation de division stratégique du monde salarial et socialiste lui a permis d'apporter un correctif au syndicalisme révolutionnaire des origines : l'objectif final de destruction du pouvoir politique ne peut s'accompagner d'une neutralité envers les partis politiques dont le but est la conquête du pouvoir politique — ce dernier s'étant révélé être une perpétuation de la domination et de l'exploitation du salariat.

Aujourd'hui qu'une partie importante de la population perd peu à peu confiance en la représentation parlementaire, que la religion républicaine et ses cérémonies électorales se dévaluent chaque jour davantage — c'est-à-dire que les conditions se réunissent progressivement pour qu'apparaisse de nouveau, à un niveau de masse, la conviction que l'émancipation de l'humanité implique la destruction du pouvoir politique — il importe de se souvenir des débats du commencement du siècle et d'en tirer de salutaires leçons. En particulier, d'entendre le message de Santillán. Hors de la revendication quotidienne, il ne peut y avoir d'unité entre les deux tendances historiques du socialisme, pas de passerelle, pas de position moyenne. Il est l'heure, pour les libertaires, de construire leur maison commune, syndicale et spécifique. Et non pas de servir de fantassins ou de portiers au rez-de-chaussée de la prison que les autres sont perpétuellement en train de rebâtir.

J. Toublet



Diego Abad de Santillán

depuis 1905, à pratiquer une sorte de division du travail avec l'organisation politique.

La neutralisation politique du syndicalisme a correspondu pour des secteurs entiers de l'organisation à un abandon de la dimension générale de la lutte, à son caractère politique, en donnant à ce mot, ainsi que le dit Émile Pouget, son sens le plus large. Niel, un des porte-parole de la tendance réformiste, affirmait que les anarchistes, dans l'intérêt de l'unité, devaient cesser « leur guerre contre les socialistes », c'est-à-dire que les anarchosyndicalistes se voyaient dans l'obligation morale d'arrêter de s'opposer à la stratégie de conquête des pouvoirs publics par les élections et de dénoncer les groupes et partis qui s'en faisaient les propagandistes.

Le syndicalisme révolutionnaire des premières années du siècle, en conséquence, a sous-estimé les questions d'orientation politique. Lorsque Monatte affirmait qu'« au syndicat les divergences d'opinion, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan », il pensait peut-être aux luttes d'influence que se livraient les diverses tendances du socia-

TELE DE QUAT'SOUS

Le cinoche vidéo de Maria Koleva

EN 1971, UNE JEUNE ingénieur chimiste quittait la Bulgarie pour faire du cinéma à Paris. Devenue une figure marquante de la scène indépendante, Maria Koleva tourne, entre autres, les *12 leçons de théâtre d'Antoine Vitez*. *L'État de bonheur permanent* déclenche une mini bataille d'Hernani au festival de Belfort, mais remporte le grand prix. Avec *Paroles tuées ou aimées à Paris* en étranger, écrit « à la demande d'Antoine Vitez à partir de leur correspondance. » Maria Koleva crée le « film livre » qui « [...] se regarde comme un film et s'écoute comme un livre, lu à haute voix. C'est une narration totalement libre, qui se déverse comme un torrent incessant. » (T. Andreykov). Elle invente aussi le film vivant, joué par les comédiens dans son appartement pour des spectateurs, qui, assis sur des pliants bas ont ainsi l'impression d'être dans le film, voire à la place de la caméra. Suivant la position de l'acteur par rapport au spectateur, ce dernier voit un gros plan, un plan américain, etc. Mais la « casse » du cinéma indépendant a commencé « dès 1984 lors du tournage économique vers le libéralisme. »

Maria Koleva, dont les films, jamais diffusés à la télévision française, ne peuvent plus passer en salles, entame en 1989 une grève de la faim de 45 jours « pour que des films qui concernent la France faits par des producteurs indépendants passent à la télévision. » La Sept achètera sept des leçons d'Antoine Vitez, et ne les diffusera pas. « En 91, je commence comme l'a fait pendant la guerre Henri Langlois, à montrer mes films à la maison, dans mon studio. C'est la résistance totale. » Le vendredi, installés sur les fameux pliants, nous pouvons voir ses films dans de bonnes conditions: la cinéaste a transformé sa cuisine en cabine de projection isolée par une vitre, ce qui évite d'entendre le bruit du projecteur, gêne habituelle de ces diffusions. Actuellement, la réalisatrice tourne le week-end avec des techniciens bénévoles et des acteurs non professionnels qu'elle forme, *l'Internationale des fonctionnaires* en vidéo: « c'est cela la démocratisation du cinéma, donner le droit aux gens qui ont du talent de jouer mieux que des comédiens soumis au rythme du jeu officiel... J'utilise beaucoup la parole - Bresson faisait citer des textes littéraires à ses personnages - et je

me suis dit que cinquante ans après, avec un caméscope dans chaque maison, on pouvait s'attendre à avoir des comédiens qui jouent à fond des textes, sans les citer, après qu'on les ait formés pour ces textes là. Les cours de théâtre apprennent à jouer en général, cela génère des clichés. » Cette semaine, Maria a passé un de ses films les moins connus. Pourtant, *John le dernier ouvrier sur terre* est une réelle performance de mise en scène conçue autour d'un espace unique, le lit qu'un ouvrier licencié d'une usine d'armement, ne quitte plus: Maria Koleva fait naître un espace imaginaire, hors champ créé par le monologue du jeune garçon, tissé de fantômes, de rêves éveillés, de cris de désespoir, d'autodérision, au rythme des suicides annoncés régulièrement à la radio. Nous sommes en 2024. Deux personnages énigmatiques, déchirés, l'infirmière sexuelle et un tueur irlandais interviennent, ressorts dramatiques d'un film où l'humour noir à la Kafka côtoie l'Orwell, où la satire et la critique sociale se mêlent étroitement. Seules échappées vers l'extérieur, des ponctuations musicales, interprétations dissonantes de thèmes



nostalgiques, accompagnées de brèves photos, évoquent peut-être les souvenirs rêvés d'une perception passée. Ce huis clos, où les acteurs vivent un texte d'une grande force poétique, est conçu en plans séquences de dix minutes, tournés en une prise: la première. « Le film a été écrit en 1983, lors de la casse de la Lorraine. En 86, j'ai fait paraître une petite annonce. J'ai rencontré

Patrick dont les grands parents, d'origine polonaise, travaillaient dans les mines. J'ai invité Rohmer à une représentation de ce film vivant. Il a donné 10 000 F pour que nous puissions le tourner »

Michèle Rollin

Contact: Cinoche vidéo 43 bd Saint-Michel Paris 5^e le vendredi de 10 à 22 heures tél.: 01 47 00 61 31. M. Koleva se déplace en région.

Bavures dans la « main courante »

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Sacrifions cette semaine à la lecture instructive de mains courantes des commissariats hexagonaux, quant à l'accumulation de bavures de toutes natures...

Le Monde du 13 janvier 1993 nous indiquait que « sept policiers de la section « courses et jeux » des Renseignements généraux, dont un commissaire, sont sanctionnés. Ils avaient été mis en cause dans diverses affaires de détournement de fonds et de gel de procédures judiciaires ».

Libération du 16 janvier 1993 signalait que trois policiers, dirigeants de l'orphelinat mutualiste de la police étaient inculpés de « tentatives d'escroquerie »... *Le Monde* du 2 juillet 1994 nous apprendra que les « trois policiers inculpés dans l'affaire d'escroquerie commise au nom de l'orphelinat mutualiste de la police dont un officier de paix, sont condamnés (à la date du 30 juin 1994) à des peines allant de trois ans de prison dont un avec sursis à deux ans dont un avec sursis ».

Monsieur J.-L. Debré doit donc avoir que la fragilité de cette institution mérite un personnel trié sur le volet et qu'il est bon d'en éloigner tous ceux, et ils sont nombreux apparemment, qui manquent de probité, comme nous le chantait naguère un certain M. Pandraud.

Le Monde du 6 février 1993 nous apprenait qu'« un inspecteur divisionnaire est écroué pour "aide à l'immigration illégale". Il s'agit en fait de la vente par cet officier de 49 ans, de plus de 500 cartes de séjour à des prix allant de 10 à 15 milles francs à des ressortissants chinois... » Entre 5 et 7,5 millions de francs... Diable le ripou avait grand standing!

Le Monde du 26 février 1993 revenait sur le procès qui se déroulait à Nice deux jours auparavant, procès dans lequel un inspecteur de la P.A.F. était inculpé de corruption passive. En fait, il recevait des « libéralités » de personnes à qui il évitait des contrôles douaniers.

Le Monde du 6 octobre 1993 nous relatait le rôle d'un inspecteur des R.G., mis en examen et écroué le 1^{er} octobre à Grenoble, au travers des « relations compromettantes » qu'il entretenait avec les membres d'un réseau de stupéfiants.

Détournements de fonds, vente de cartes de séjour, « libéralités », relations compromettantes, la main courante déverse un torrent de coups tordus, de magouilles et de turpitudes qui vaudraient à n'importe quel « pékin » moyen le pain sec et l'isolement des cachots humides... Mais voilà, ces citoyens en uniformes seraient au-dessus de tout soupçon. Le ministre de l'Intérieur dit vouloir les couvrir comme jadis le déclarait un premier ministre monté en grade depuis lors.

Alors l'Atèle ou le *Monde libertaire* peuvent bien faire le frais de pareil ostracisme.

Selon que nous naissons puissant « keuf » ou misérable libertaire...

Le fouineur

LECTURE

L'exil. Ali Keskin*

MALGRÉ LA PRÉSENCE d'une forte communauté (plus de 500 000 personnes) il n'existe pas de témoignage sur l'immigration turque en France, comme il en existe en Allemagne (cf *Tête de Turc* de Gunter Wallraff). Une immigration liée à des causes à la fois économiques et politiques, il ne faut pas la perdre de vue.

Les influences politiques (les multiples partis marxistes y sont très implantés mais aussi l'extrême droite), la culture encore très imprégnée par la

société rurale et l'islam - surtout la langue et les conditions de vie - expliquent en partie cette méconnaissance et la difficulté à nouer des contacts.

Exil est l'histoire d'un parcours individuel, l'histoire d'Ali, qui, à la suite du coup d'État militaire de 1980, doit prendre le chemin de l'étranger. Un parcours semblable à beaucoup d'autres, que nous n'aurons pas l'occasion de connaître.

À un moment l'État français accentue sa politique répressive envers les étrangers (en en faisant des boucs émissaires de son incapacité à résoudre la

crise sociale) il me semble indispensable de mieux connaître - pour certains - ou de découvrir ceux qui en sont les victimes et qui vivent à nos côtés. Des exilés auxquels les anarchistes se doivent d'exprimer leur solidarité en tant qu'hommes, exploités et proscrits. Ce livre leur donne la parole, en expliquant le pourquoi de leur départ, leurs conditions de vie chez nous, leurs espoirs, leurs rêves, tout en n'oubliant pas que l'exil est toujours une souffrance.

Même s'il ne peut y avoir de confusion entre Marx et Bakounine (1), Ali Keskin se livre cependant dans cet ouvrage à quelques réflexions qui ne devraient pas laisser indifférents les libertaires que nous sommes: « la question primordiale, c'est de tout commencer à partir de l'individu... » « la vie n'est-elle pas plus belle lorsqu'on lutte pour un monde sans oppression, sans exploitation, mais ne le serait-elle pas davantage si tous les gens s'aimaient et se respectaient mutuellement ».

Exil n'est cependant pas un livre politique au sens strict, c'est aussi ce qui en fait sa beauté.

Jean-Jacques groupe Clément Duval

* *L'exil*. Ali Keskin. édition Ataturque

(1) Aujourd'hui est en train de naître en Turquie, un mouvement anarchiste. Ce mouvement encore peu connu, lutte dans des conditions difficiles. La Turquie est un État sous haute surveillance militaire, dirigé par un gouvernement né d'une alliance islamiste-droite libérale.

Ali Keskin sera présent sur *Radio libertaire* dans l'émission « La Philanthropie de l'ouvrier charpentier » samedi 7 juin de 10 heures à 11 h 30. Il sera également à la librairie du *Monde libertaire* le même jour à 16 h 30 pour un forum (145, rue Amelot, Paris 11^e).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 5 juin à 8 h 30:
Ni maître ni Dieu recevra Lucien Bitterlin, directeur de « France-pays arabes ».

jeudi 5 juin à 20 h 30:
Microclimat sera consacrée au Carnet, site nucléaire en lutte depuis 1977.

samedi 7 juin à 13 h 30:
Chroniques rebelles invite Maurice Pianzola et les éditions *Ludd* à propos du livre « Thomas Munzer ou la guerre des paysans ».

samedi 7 juin à 24 heures:
L'harmonie du monde sera consacrée à Aaron Copland, compositeur américain.

mercredi 11 juin à 18 h 30:
Femmes libres recevra Christine Fauré auteur de « L'encyclopédie historique et politique des femmes ».

mercredi 11 juin à 20 h 30:
Ras les murs recevra maître Chantal Meral, auteur de « Les tribunaux français face à la justice européenne ».

Vilvorde, Valéo... A qui le tour ?

SAMEDI SOIR, IL FAIT UN PEU FROID SUR LA Z.I. d'Évreux. Devant les portes de Valeo, la solidarité nous réchauffe. Nous sommes là. Pourquoi? Valeo fermera sûrement, tout est peut-être perdu. Ici, c'est un combat pour la dignité qui est mené par des ouvriers et des ouvrières jetés à la rue comme des chiens. En face, une poignée de nervis interdit l'accès à l'usine.

Tout a commencé en septembre 1996 avec l'annonce par la direction d'un sureffectif de 120 salariés sur le site d'Évreux. Valeo propose des préretraites, du temps partiel, des stages et des mutations.

Le mépris patronal

Le 6 janvier dernier, le « cadeau de Noël » de Valeo à ses employés est l'annonce par voie de presse, de la fermeture du site. 350 personnes sur le carreau.

La colère monte, la résistance s'organise et commence les menaces, les brimades, les « propositions » — on a proposé des sommes d'environ 80 000 F à des délégués syndicaux — et les « vos syndicats vous manipulent ».

Le 25 février, « les Valeos » défilent dans les rues de Rouen pour obtenir l'intervention de l'État afin d'empêcher la fermeture du site. Ce même jour, l'action de Valeo atteignait les 950 F.

Au retour de Rouen, les ouvriers et les ouvrières venus reprendre leurs postes sont renvoyés chez eux. Le personnel demande donc qu'on lui donne quatre heures de congés. Voyant cela et refusant toute discussion, les responsables s'enferment dans un bureau. Ils diront le lendemain qu'ils ont été séquestrés. Un peu plus tard, six salariés — pris au hasard — reçoivent leur lettre de licenciement pour séquestration. C'est la grève.

Face à la mobilisation montante, la direction propose la réintégration des six salariés en cas de reprise du travail. La grève avec occupation s'installe. Après une semaine, le travail reprend assorti de nombreux débrayages et ralentissement de la production. Le sort de Valeo n'est toujours pas réglé. Le dialogue est quasi inexistant. Le 28 avril, la grève reprenait, décidée par les salariés, sans directives syndicales.

Le personnel reçoit une lettre proposant une prime à la reprise du travail. Dans le même temps, les postes sont occupés peu à peu par des cadres venus d'autres sites. Les problèmes financiers et l'essoufflement aidant, le travail reprenait petit à petit mais la mobilisation restait forte.

Le 30 mai, une nouvelle lettre est adressée aux salariés, leur proposant des mutations et, donnant un délai de réflexion, ce courrier invite les salariés à rester chez eux d'ici là.

Une lutte désespérée

Vendredi soir à 0 h 45, des déménageurs protégés par des nervis tentent de déménager les machines dans la plus totale illégalité, le sort du site n'étant pas réglé. Les travailleurs empêchent toute sortie des camions et c'est un nouveau face à face.

Quelle sera l'issue de ce bras de fer? Que dire de tout cela? Au moment où j'écris ces lignes, je pense à Jean-Luc, qui vient avec d'autres de me faire l'historique du conflit. Vingt-et-un ans de boîte, 6 800 f par mois primes incluses (salaire seul : 5 200 F). Je pense à cet autre à qui on propose une mutation alors que son épouse est aide-soignante au centre hospitalier d'Évreux; à ce couple, salarié de Valeo, qui n'ose plus envisager l'avenir.

Les travailleurs continueront-ils à se laisser faire? N'est-il pas temps, tous ensemble, de renverser ce système qui de Vilvorde à Valeo jette les salariés comme des mouchoirs usagés?

Pour les anarchistes, il est clair que tant que le salariat existera, il y aura exploitation et inégalités. Notre but est donc que les salariés s'organisent pour abolir ce système. Le rouleau compresseur est en marche, il est temps de prendre conscience des limites posées par les luttes limitées à la seule défense de l'emploi. Il est temps de passer de la colère, de l'exaspération à un véritable mouvement révolutionnaire capable de poser les jalons d'une société où nous pourrions envisager l'avenir sans avoir la peur et la colère au ventre.

Bruno. — groupe d'Évreux

Procès ministère de l'Intérieur contre le Monde libertaire

le 12 juin à 13 h 30

17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris

Un dimanche en campagne

UN CHAPELET de politiciens cravatés de frais, joviaux jusqu'à la caricature arpentent un petit marché de la banlieue parisienne. Ils distribuent un tract électoral dans la bonne humeur avec à la clef, la promesse du changement juste après les élections. Le bonheur est toujours dans l'après. Ils sont tous bien gentils, ils prennent de nos nouvelles, comme des vieux poteaux qu'on a pas vu depuis quatre ans. La p'tite dame, elle va bien? Le p'tit dernier ça marche à l'école? Mais que voulez-vous le banlieusard est ingrat, c'est là son moindre défaut. Il ramasse négligemment son tract, le range nerveusement au fond de son cabat puis disparaît sans demander son reste. Tous ces apprentis députés ont dû sûrement égaré l'adresse de ce coin de banlieue depuis quatre ans. Certes, la symbiose entre le peuple et ses représentants est telle qu'il n'est plus besoin au candidat moyen de présenter un quelconque programme. Ce qui, convenons en, tombe

plutôt bien tant l'idée en politique est une denrée qui se fait rare. Ami banlieusard, au lieu de ressasser la sempiternelle litanie du chômage et de la précarité, réalise combien tu as été gâté ces dernières années. Fini les stages parking précaires, on a inventé le vrai boulot précaire qui dure. Des entreprises qui délocalisent, des industries qui ferment ont été avantageusement remplacées par de nouvelles zones franches. Pour enrayer le trop plein d'animation des cités dortoirs sont apparus les animateurs sociaux dans les quartiers.

Un lundi en banlieue

Une petite école maternelle de banlieue parisienne transformée pour l'occasion en bureau de vote n'aura rassemblé que 60% des électeurs. Les abstentionnistes auront pourtant été fiévreusement courtisés pour sauver la majorité parlementaire, le pouvoir, l'avenir ou la France. Lundi c'en sera fini de la citoyenneté. Exit les acteurs de

la ville, les inventeurs du futur. Notre destin sera une fois de plus élaboré dans les palais de la République. Nous serons administrés, régis, encadrés, policés. Le peuple se sera empressé de se démettre de sa souveraineté. Le roi d'un jour aura une fois encore abdiqué sans trop de grogne. Face à cela, toute initiative d'organisation dans les quartiers allant dans le sens de l'égalité, de l'émancipation et de la solidarité sera bien plus importante que deux tours de scrutin. Ces initiatives foisonnent en banlieue. Encore faudra-t-il s'entendre sur les notions d'égalité, de liberté et de fraternité. Pour les anarchistes, il ne saurait s'agir d'un simple slogan juridique démenti par le fonctionnement de la société, mais d'en assurer le fondement social dans la pratique quotidienne. Il serait temps que les éternels cocus des élections s'organisent pour rendre leurs affaires en mains. Et il y a plutôt urgence.

Bruno
groupe de la Villette

A G E N D A

jeudi 5 juin

QUIMPER: Débat **Qu'est-ce que l'anarchisme?** après la projection du film de B. Baissat «Écoutez May Picqueray» à partir de 20 h 30, Halles Saint-françois (salle 4), rue d'Astor. Organisé par les groupes de Brest et de Lorient de la Fédération anarchiste.

vendredi 6 juin

LILLE: Le groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste organise la projection de **Visiblement je vous aime** à propos de l'alternative à l'enfermement psychiatrique. A 20 h 30 au Centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis-du-péage.

LYON: Concert de soutien à la librairie la Plume noire, à 20 h 30 à la Bourse du travail, avec Serge Utgé-Royo, Amel, Leni Escudero et Paco Ibanez. PAF : 100 F (réduction : 80 F).

PARIS: Projection du film **Camet d'expulsions** documentaire sur les sans-papiers maliens expulsés de Saint-Bernard vers Bamako par charter. Librairie du Monde libertaire 145, rue Amelot (11^e) à 19 h 30.

samedi 7 juin

ARGENTEUIL (95): Les amis de Pierre Kropotkine organisent une conférence-débat avec le groupe Francisco Ferrer de la FA sur **les bourses du travail** à 18 heures, salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast

LYON: Débat à **15 heures à la Plume noire** (19, rue Pierre Blanc): la situation politique, économique et sociale en Algérie après cinq ans de guerre civile.

RIS-ORANGIS (91): Fête de soutien aux sans-papiers au CAES (1, rue Edmond Bonté) de 13 h 30 à 2 heures du mat. avec un concert à partir de 20 heures (Expérience illicite, Rafik et les Dupui's, Doudou N'Diaye Rose junior, + surprise...). PAF: 30 F; boissons et buffet sur place.

SAINT-GEORGES D'OLÉRON: Journée «portes ouvertes» au centre d'éducation libertaire Bonaventure. Présentation d'une journée d'enfant: apprentissages scolaires, activités culturelles et sociales, vie associative; vidéo, expo... 35, allée de l'Angle, Chaucre, de 10 heures à 16 heures.

jeudi 12 juin

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur **l'anarchisme**, à 20 h 30 salle Lacordaire, rue des Augustins.

vendredi 13 juin

BESANÇON: Le groupe Proudhon organise une rencontre sur l'écologie avec Philippe Pelletier, auteur de «L'imposture écologique», à 20 h 30 au Cercle suisse, rue de Lacoré.

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un concert avec les **Molards**, les **Kargols** et **Lofofora**, salle Victoire II à 21 heures. PAF: 50 F.

samedi 14 juin

LYON: Débat à **15 heures à la Plume noire** (19, rue Pierre Blanc): Santé et protection sociale: enjeux et conceptions libertaires d'une politique de santé.

AMSTERDAM: Manifestation à 14 h 30 à partir de la place du Dam (centre ville, près de la gare) **contre le chômage, la précarité et l'exclusion** à l'appel de nombreuses organisations (un train spécial part de Paris, gare du Nord à 6 h 30).

dimanche 15 juin

LILLE: Le groupe Humeurs Noires de la FA organise la projection de **A qui profite la cocaïne?** sur le trafic de drogue, le capitalisme et la géopolitique. A 20 h 30 au Centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis-du-péage.

mardi 17 juin

POITIERS: La CNT organise une réunion publique «**Xénophobie et politique d'État**» avec P. Coutant, à 20 h 30 salle Timbaud, Maison du peuple.

jeudi 19 juin

POITIERS: Comparution en correctionnelle (à 14 heures au palais de justice) de deux membres du FNJ ayant attaqué un stand de la Fédération anarchiste le 22 septembre 1996 blessant plusieurs personnes dont deux militants du groupe de Poitiers de la FA.

dimanche 22 juin

CHOISY-LE-ROI (94): L'association des amis de Louise Michel du Val-de-marne avec le concours des groupes Étoile noire et Élisée Reclus de la Fédération anarchiste; des syndicats CNT intercorporatif de Choisy-le-Roi et Santé-social-éducation du 94 organise un **Pique-nique de l'amitié** dans le parc de Choisy-le-Roi. Vous êtes invités, avec votre bonne humeur (+ casse-croûte); vos tables de presse (sur l'herbe). A partir de 11 heures, à 500 mètres de la station SNCF Villeneuve-Prairie.